



# ETERNA GROUPE FINANCIER

REVUE

# TRIMESTRIELLE

MARS 2026

SOMMAIRE DES MARCHÉS ET RÉPARTITION D'ACTIFS

## MARCHÉS SOUS PRESSION : L'ONDE DE CHOC DU MOYEN-ORIENT

Le mois de mars a été marqué par une escalade majeure du conflit au Moyen-Orient, après les frappes aériennes d'envergure menées à la fin février par les États-Unis et Israël contre des infrastructures stratégiques iraniennes. Contrairement aux épisodes précédents, cette intervention s'est inscrite dans une logique de confrontation beaucoup plus large, augmentant significativement les risques géopolitiques et économiques à plus grande échelle. L'ampleur et la rapidité de l'escalade ont surpris les marchés, élargissant considérablement l'éventail des scénarios possibles pour l'économie mondiale.

La fermeture du détroit d'Ormuz est au cœur de la crise. Ce couloir, qui représente environ 20 % du transit mondial de pétrole et de gaz naturel liquéfié, est devenu impraticable en raison de l'usage de mines navales et de drones par l'Iran. Sur les marchés des matières premières, la réaction a été brutale : les prix du pétrole ont fortement augmenté, le Brent dépassant les 100 \$ US le baril pour ensuite s'approcher temporairement de 120 \$. Malgré l'intervention coordonnée des autorités internationales, incluant des libérations massives de réserves stratégiques, leurs mesures n'ont que partiellement compensé la perte d'approvisionnement en provenance des pays du Golfe.

Au-delà de l'énergie, le conflit a mis en lumière des vulnérabilités importantes

dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. La région étant un acteur clé dans la production d'intrants essentiels, notamment les engrais, l'hélium et certains métaux industriels, les perturbations logistiques ont rapidement entraîné une hausse des coûts dans plusieurs secteurs. L'augmentation marquée du prix des engrais menace notamment la production agricole mondiale, tandis que les contraintes sur l'hélium et l'aluminium affectent des industries stratégiques, comme les semi-conducteurs, l'automobile et l'aérospatiale.

Le conflit au Moyen-Orient constitue un choc exogène majeur pour l'économie mondiale en 2026. Bien que les marchés puissent absorber un épisode de courte durée, un prolongement des perturbations représenterait un risque significatif de ralentissement économique global. L'évolution de la situation géopolitique demeure ainsi un facteur déterminant pour les perspectives économiques et financières des prochains mois.

### Des reculs marqués sur les marchés en mars

Les marchés boursiers ont enregistré des reculs au cours du dernier mois. L'indice canadien S&P/TSX a reculé de 4,3 %, mais a tout de même réussi à afficher un rendement positif de 3,9 % au premier trimestre. Aux États-Unis, l'indice phare S&P 500 a enregistré une baisse de 5 % en mars et de 4,3 % au cours des trois premiers mois de l'année.

Les marchés européens et asiatiques ont été les plus fortement affectés par le conflit en mars. Le FTSE 100 (Royaume-Uni) a reculé de 6,7 %, le CAC 40 (France) de 8,9 %, le DAX 30 (Allemagne) de 10,3 %, et le Nikkei 225 (Japon) de 13,2 %. Pour le trimestre, la performance a varié d'une région à l'autre : le FTSE 100 a progressé de 2,5 %, alors que le CAC 40 et le DAX 30 ont cédé 4,1 % et 7,4 % respectivement. Pour sa part, le Nikkei 225 a progressé de 1,4 %.

### Répartition d'actifs : une prudence qui précède le conflit

Dans ce contexte, nous maintenons un positionnement prudent dans nos investissements et la répartition de nos actifs. Avant même l'escalade de ce conflit, nous faisons preuve d'une relative prudence, en surpondérant légèrement les actifs alternatifs et les titres à revenu fixe par rapport à nos cibles. Cette répartition visait à équilibrer les risques et les occasions d'investissement pouvant se présenter à court terme.



### Bobby Bureau, MBA, CIM®

Gestionnaire principal, Revenu fixe  
Gestionnaire de portefeuille

ÉCONOMIE ET REVENU FIXE

## CONFLIT AU MOYEN-ORIENT : DES ÉCONOMIES EXPOSÉES À DES DEGRÉS DIFFÉRENTS

L'analyse de la conjoncture économique mondiale du premier trimestre de 2026 est indissociable de l'instabilité géopolitique au Moyen-Orient. Alors que l'année s'était amorcée sous le signe d'une normalisation de l'inflation et d'une croissance modérée, la persistance du conflit a radicalement transformé le paysage macroéconomique, introduisant un niveau d'incertitude qui rend toute projection particulièrement complexe.

Les conséquences diffèrent du choc énergétique observé en 2022 après le début du conflit en Ukraine. Cette fois, l'économie mondiale évolue dans un contexte de demande plus modérée. La hausse des prix de l'énergie agit donc davantage comme un choc négatif sur le revenu réel des ménages que comme un moteur d'inflation incontrôlée. Le principal risque devient celui d'un ralentissement de la croissance combiné à une inflation persistante, un scénario de type stagflation.

Pour l'économie canadienne, une hausse des prix des hydrocarbures est traditionnellement perçue comme un moteur de croissance. Toutefois, le choc actuel présente des caractéristiques qui limitent ce bénéfice théorique. Contrairement à une hausse de prix stimulée par une forte demande mondiale, nous faisons face ici à un choc d'offre dont la durée est incertaine. L'histoire récente nous offre un exemple intéressant : lors de l'invasion de l'Ukraine en 2022, l'envolée des prix du baril ne s'était pas soldée par un rebond significatif de l'investissement dans le secteur pétrolier canadien.

Cette prudence se répète aujourd'hui. Les entreprises hésitent à engager des dépenses importantes en immobilisations, craignant que l'amélioration des marges puisse n'être que transitoire. Ce choc énergétique ne se traduit donc pas par des gains réels pour l'économie canadienne.

Cette absence de dynamisme dans le secteur de l'énergie survient au moment où d'autres pans de l'économie montrent

des signes de faiblesse. La Banque du Canada se voit contrainte de réévaluer ses perspectives et les risques pesant sur la croissance économique sont plutôt baissiers. D'ailleurs, le marché du travail affiche des données préoccupantes, alors qu'on observe aucune création d'emploi au Canada depuis huit mois. En ce qui concerne l'inflation, la Banque du Canada peut se permettre de rester patiente, même si l'inflation annuelle pourrait temporairement augmenter à la limite supérieure de sa fourchette cible à cause des coûts énergétiques.

Aux États-Unis, la résilience structurelle du pays donne lieu à une situation différente. Désormais premier producteur mondial de pétrole, le pays bénéficie d'une faible exposition pétrolière directe au détroit d'Ormuz, ce qui limite l'impact logistique du conflit.

Néanmoins, l'inflation persistante incite la Réserve fédérale américaine à la prudence, le paysage inflationniste demeurant complexe en raison des barrières tarifaires. L'espoir de réductions rapides des taux s'amenuise, car la hausse des prix de l'énergie retarde l'atteinte de la cible d'inflation. Comme au Canada, l'équilibre du marché de l'emploi demeure fragile, sans création d'emploi depuis dix mois. Malgré ces éléments négatifs, la croissance économique américaine continue d'être alimentée par les investissements des entreprises en intelligence artificielle (IA) et par les déficits gouvernementaux. Les mesures du « *One Big Beautiful Bill Act* » commencent à se manifester dans l'économie alors qu'on observe une hausse du revenu disponible chez les ménages américains.

En résumé, le conflit au Moyen-Orient devrait affecter les différentes régions du monde de façon inégale. L'Amérique du Nord, région exportatrice d'énergie, devrait être moins touchée que l'Europe ou l'Asie, qui dépendent davantage des importations énergétiques. En ce sens, nous observons déjà des mesures de rationnement de carburants dans les plus petites économies asiatiques.

### Pas de repli vers les valeurs refuges

Le marché obligataire canadien reflète cette tension entre pressions inflationnistes et ralentissement économique. L'indice obligataire universel FTSE Canada a reculé de 2% au premier trimestre. Fait notable, les investisseurs n'ont pas privilégié la course vers les valeurs refuges qui fait habituellement baisser les taux des obligations d'État en temps de guerre.

Au contraire, les taux ont augmenté, propulsés par la crainte que les banques centrales ne doivent adopter des politiques restrictives pour contrer l'inflation énergétique.

En somme, le conflit au Moyen-Orient agit comme un frein à la reprise, non seulement en augmentant les coûts de l'énergie, mais surtout en gelant les décisions d'investissement et en compliquant la tâche des banques centrales, qui doivent naviguer entre une économie réelle affaiblie et une inflation énergétique.

### Bobby Bureau, MBA, CIM®

Gestionnaire principal, Revenu fixe  
Gestionnaire de portefeuille

### CE QU'IL FAUT RETENIR

- L'incertitude se poursuit, alimentée par la guerre au Moyen-Orient.
- L'ampleur et la rapidité de l'escalade ont surpris les marchés et élargi l'éventail des scénarios pour l'économie mondiale.
- Un prolongement des perturbations représenterait un risque significatif de ralentissement économique global.
- La hausse des prix de l'énergie agit comme un choc négatif sur le revenu réel des ménages.
- Nous continuons de privilégier une répartition d'actifs prudente.

ACTIONS CANADIENNES, AMÉRICAINES ET INTERNATIONALES

# PENDANT QUE L'ÉNERGIE PROPULSE LE CANADA, LES TI PÈSENT SUR LES ÉTATS-UNIS

## Actions canadiennes : l'énergie en tête, mais des fissures sous la surface

Au Canada, l'année 2026 s'est amorcée avec une continuité des thèmes qui ont retenu l'attention en 2025, soit l'émergence de l'IA et une forte poussée du cours des métaux précieux. Cependant, à l'image de la saga tarifaire de l'an dernier, une autre décision unilatérale du président américain, sans approbation du Congrès, est venue bouleverser les marchés boursiers, cette fois avec des conséquences humaines et économiques considérables. La guerre contre l'Iran, déclenchée le 28 février 2026 par des frappes militaires américano-israéliennes, a surpris les experts, qui ne croyaient pas que le président s'engagerait réellement dans un conflit aussi risqué et avec des répercussions économiques importantes.

L'indice S&P/TSX a chuté de 4,3 % en mars, après une hausse de 8,6 % pour les deux premiers mois de l'année, ce qui se traduit par un rendement total de 3,9 % pour le premier trimestre. Alors que les titres canadiens liés au pétrole étaient sous pression en début d'année, à la suite de l'opération militaire américaine au Venezuela et de la capture de Maduro, la situation en Iran a rapidement renversé ce sentiment. La performance de l'indice canadien, stimulé par le gain de 29 % du secteur de l'énergie au cours des trois mois, camoufle une faiblesse plus profonde. Si nous excluons les titres du secteur de l'énergie, près de 20 % des titres de l'indice S&P/TSX ont chuté de plus de 10 % au cours du trimestre. Les titres des secteurs des technologies de l'information, des produits industriels, ainsi que ceux des sociétés financières (excluant les banques), ont été particulièrement touchés.

Plusieurs titres de ces secteurs se négocient maintenant dans le bas de

leur fourchette d'évaluation. Par exemple, Constellation Software, qui gère et fait croître des entreprises de logiciels verticaux dans des niches très spécifiques, a chuté de plus de 50 % depuis son sommet de mai 2025. Ce recul a fait passer son ratio VE/BALIA projeté en dessous de 10x, alors que le titre se négociait à plus de 18x auparavant. L'adoption à grande échelle de l'IA fait craindre le pire aux investisseurs, alors que l'entreprise continue d'enregistrer de solides résultats et dispose d'un plan clair pour profiter du changement technologique.

Il en va de même pour WSP Global, une firme mondiale d'ingénierie-conseil spécialisée en infrastructures, bâtiments, environnement et transport. Nous estimons que cette dernière sera l'un des plus grands bénéficiaires de l'adoption de l'IA, l'amenant à réaliser plus de projets et de façon plus optimale. Son PDG Alexandre L'Heureux a très bien expliqué en quoi la crainte que l'IA remplace en partie le travail des ingénieurs est mal fondée. Les exigences réglementaires, la grande base de données propriétaire et les besoins physiques d'ingénieurs sur place pour chacune des phases d'un projet en témoignent. L'entreprise continue d'afficher d'excellents résultats trimestre après trimestre, et ses acquisitions dans des secteurs tels que l'énergie et l'infrastructure la positionnent bien pour profiter des besoins connexes liés à l'expansion de l'IA.

Ces périodes marquées par une déconnexion des marchés vis-à-vis les fondamentaux des entreprises arrivent lorsque des changements importants se produisent dans la dynamique des industries. Tout en étant conscients de l'impact important que l'IA aura sur plusieurs industries et entreprises, nous profitons de ces moments d'incertitude pour augmenter nos positions dans des

titres d'entreprises susceptibles de démontrer une croissance continue des bénéficiaires, ainsi qu'une évolution de leur modèle d'affaires pour tirer parti des changements technologiques.

## Actions américaines : rotation sectorielle et résilience relative

L'indice S&P 500 a reculé d'un peu plus de 4 % au premier trimestre de 2026, dans un contexte marqué par une forte volatilité liée aux incertitudes géopolitiques et aux craintes entourant l'IA. Le principal contributeur négatif au cours de la période a été le secteur de la technologie. Celui-ci a connu un début d'année difficile, les investisseurs s'inquiétant du fait que les nouvelles capacités en IA pourraient remettre en question le modèle du logiciel en tant que service (SaaS). Par ailleurs, malgré de solides résultats publiés, les investisseurs ont commencé à examiner plus attentivement la capacité des géants du numérique (en anglais, les *hyperscalers*) à générer des rendements, compte tenu de l'augmentation continue des dépenses d'investissement liées à l'IA.

Le secteur de l'énergie s'est imposé comme le grand gagnant du trimestre, avec une performance de plus de 38 %, soutenue par la forte hausse des prix du pétrole. Dès le début du conflit en Iran en mars, les investisseurs se sont massivement repositionnés vers les titres énergétiques au détriment des autres secteurs qui ont alors reculé. Malgré ce repli du marché américain en mars et sur l'ensemble du trimestre, la performance globale masque des gains dans plus de la moitié des secteurs. Une rotation sectorielle vers des titres plus défensifs s'était d'ailleurs amorcée dès les deux premiers mois de l'année, profitant aux secteurs des matériaux, des services publics, de la consommation de base et des produits industriels, en plus de l'énergie.

## ACTIONS CANADIENNES, AMÉRICAINES ET INTERNATIONALES (SUITE)

Le poids des sept magnifiques dans le S&P 500 a reculé à un peu plus de 32 %, tout en continuant d'expliquer plus de 80 % du rendement de l'indice depuis le début de l'année. Malgré cette contribution, ces entreprises ont toutes sous-performé l'indice, affichant un rendement moyen de -11 %, comparativement à une baisse beaucoup plus modérée de -1 % pour les 493 autres sociétés. Une telle divergence en défaveur de ces sept géants n'avait pas été observée depuis 2022, année durant laquelle, en plein marché baissier, ils avaient enregistré une sous-performance marquée avec un recul moyen de -40 %. Néanmoins, les perspectives de croissance des bénéfices des sept magnifiques demeurent nettement supérieures à celles du reste de l'indice (26 % vs 14 %).

Dans un contexte de marché plus exigeant au cours du trimestre, la stratégie de dividendes américains a tiré son épingle du jeu en réalisant un rendement net de 1,6 % en devise canadienne. Cette performance reflète notamment une surexposition aux titres énergétiques ainsi qu'une bonne sélection de titres dans des secteurs plus défensifs comme les services publics (Duke Energy) et la consommation de base (Costco). Cette situation a ainsi permis de contrebalancer les effets négatifs de la sous-performance du secteur technologique, et ce, malgré une importante sous-pondération dans ce secteur.

Pour le fonds d'actions américaines, le premier trimestre s'est avéré un peu plus difficile avec un rendement net de -4,3 % en devise canadienne. Cette performance a été attribuable à deux facteurs : notre exposition plus importante dans les titres technologiques, surtout le sous-secteur des logiciels, et une surpondération dans les services financiers, surtout dans les processeurs de paiement (Visa et Mastercard), frappés par des risques

réglementaires et de potentielles incertitudes liées à l'IA. La contribution négative de ces deux secteurs n'a pas pu être contrebalancée par notre performance positive dans plusieurs autres secteurs, notamment les produits industriels et l'énergie.

**Actions internationales : résilience du portefeuille dans un trimestre mouvementé**

Le premier trimestre de 2026 s'est déroulé en deux temps pour les marchés internationaux. Après un départ en lion, le Nikkei 225 a atteint un sommet historique de 58 850 points à la fin du mois de février et les indices européens ont flirté avec des records. Cependant, le conflit au Moyen-Orient a provoqué un retournement marqué en mars. Le STOXX 600 a reculé de près de 8 % au cours du seul mois de mars, sa pire performance mensuelle depuis mi-2022.

Dans ce contexte, notre Fonds d'actions internationales Eterna a affiché un rendement net négatif de 0,5 % au cours du trimestre, démontrant une bonne résilience relative face à la volatilité ambiante. Notre exposition diversifiée à l'Europe, au Japon et à l'Asie-Pacifique a contribué à atténuer l'impact du choc géopolitique. Du côté positif, nos positions dans le secteur de l'énergie (Shell, TotalEnergies) et les matériaux (Marubeni, BHP Group, Rio Tinto) ont bénéficié de la hausse des prix des matières premières. En revanche, certains titres industriels japonais et des valeurs plus cycliques ont subi des pressions, le Nikkei ayant reculé d'environ 13 % entre son sommet de février et la fin du trimestre.

En ce qui concerne les mouvements de portefeuille, nous avons ajouté trois nouvelles positions : HSBC Holdings, Nordea Bank et Siemens AG. L'ajout de HSBC et de Nordea renforce notre exposition au secteur financier, deux

institutions bien capitalisées qui devraient bénéficier d'un environnement de taux encore favorable. Siemens, pour sa part, nous offre une exposition additionnelle au thème de l'électrification et de la modernisation industrielle, des tendances structurelles que nous jugeons porteuses à moyen terme.

Notre lecture demeure inchangée : la diversification géographique et sectorielle continue d'offrir un contrepoids pertinent dans un environnement d'incertitude accrue.

**Philippe Côté**

Vice-président et gestionnaire principal, actions

**Maxime Bertrand Gilbert**

Gestionnaire, actions

**Philippe Tardif**

Vice-président Eterna Groupe financier

## PLACEMENTS ALTERNATIFS

# RÉSILIENCE DU CRÉDIT PRIVÉ, RECORDS EN PLACEMENTS PRIVÉS

## Crédit privé : le bruit et les fondamentaux

Le crédit privé a dominé l'actualité financière au premier trimestre 2026. Le plafonnement des retraits de clients annoncés par quelques gestionnaires d'investissement alternatifs a ravivé les inquiétudes concernant la liquidité des fonds semi-liquides disponibles depuis quelque temps au public. Deux facteurs ont alimenté des manchettes alarmistes : les craintes liées à l'impact de l'IA sur les entreprises de logiciels (le fameux « SaaS-pocalypse ») et des sociétés de développement des affaires (en anglais, les *business development companies*) cotées qui se négocient aussi bas que 65 % de leur valeur comptable.

Pourtant, les fondamentaux racontent une tout autre histoire. Selon les données de Cliffwater, le crédit privé a généré un rendement estimé de 9,33 % en 2025 avec des pertes réalisées de 0,70 %, bien en deçà de la moyenne historique annuelle de 1,01 % (les obligations canadiennes ont généré un rendement d'environ 4 %).

Le marché exploitable du crédit privé atteint désormais plus de 4300 G\$ US, soutenu par une demande structurelle forte et un retrait partiel des banques traditionnelles du prêt intermédiaire. La dislocation actuelle est en grande partie technique, et non fondamentale. Le volume de transactions secondaires en crédit privé a atteint un record de 23 G\$ US en 2025, alors que des actifs de qualité sont cédés par des vendeurs motivés par des besoins de liquidité. Quant au risque lié à l'IA, une nuance s'impose : les prêts se situent généralement en position de premier rang, avec des ratios prêt-valeur d'environ 40 % et des coussins d'équité avoisinant 60 %.

Notre approche demeure volontairement conservatrice, ce qui se traduit par une grande majorité de notre exposition en prêts de premier rang, appuyés par des garanties adéquates et une structuration disciplinée.

## Placements privés : des jalons historiques

Le premier trimestre 2026 a été marqué par des développements sans précédent dans nos expositions en capital-investissement. Le 31 mars, OpenAI a bouclé la plus importante ronde de financement privé de l'histoire : 122 G\$ US en capital, portant la valorisation post-investissement de l'entreprise à 852 G\$ US. Rappelons qu'au printemps 2025, la valorisation se situait à environ 300 G\$ US, puis à 500 G\$ US lors d'une transaction secondaire à l'automne. Pour la première fois, environ 3 G\$ US ont été récoltés auprès d'investisseurs individuels par l'entremise des canaux bancaires, illustrant la démocratisation progressive de l'accès au capital privé de pointe. L'entreprise génère maintenant environ 2 G\$ US de revenus par mois et revendique plus de 900 millions d'utilisateurs actifs hebdomadaires.

De son côté, SpaceX a déposé le 1er avril un dossier d'introduction en bourse confidentiel auprès de la SEC, avec une valorisation anticipée pouvant dépasser 1750 G\$ US et un objectif de levée de capitaux d'environ 75 G\$ US. Ces montants en feraient le plus important premier appel public à l'épargne de l'histoire et la septième plus grande compagnie au monde par capitalisation boursière. Pour nos portefeuilles, l'explosion de la valorisation, passée de 800 G\$ US en décembre 2025 à potentiellement 1750 G\$ US en quelques mois, illustre l'ampleur de la création de

valeur dans les placements privés lorsque les entreprises sous-jacentes possèdent des actifs stratégiques irremplaçables.

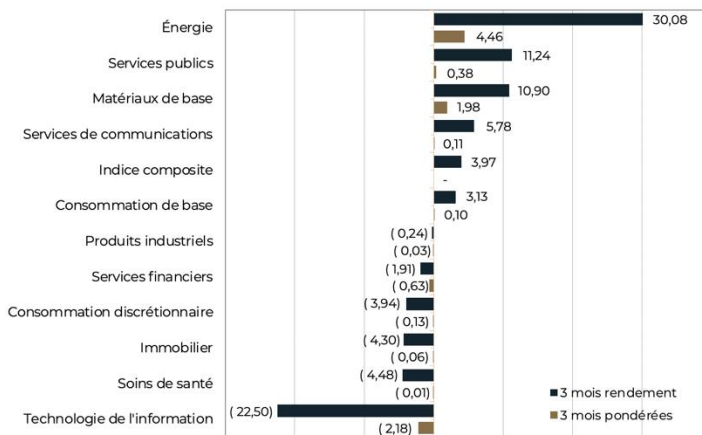
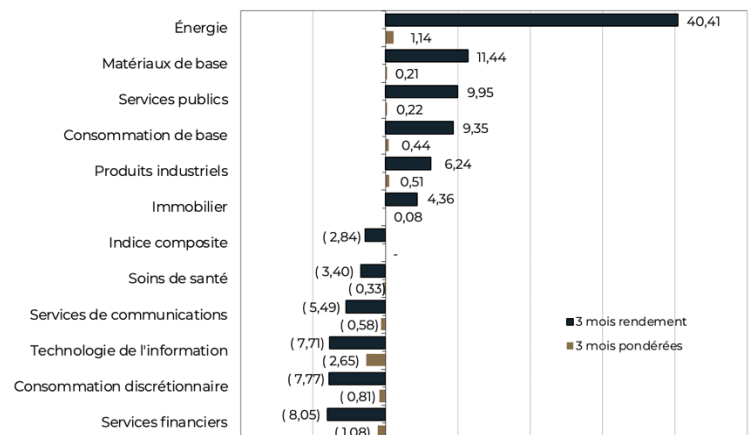
De façon générale, le marché des sorties en capital-investissement montre des signaux encourageants. Le volume des transactions a progressé de 18,1% sur un an au quatrième trimestre 2025. Le marché des premiers appels publics à l'épargne a repris vie en 2025 avec les débuts remarquables de Figma (juillet), Klarna (septembre) et CoreWeave. Cette dynamique devrait s'accélérer en 2026 avec un pipeline de méga-introductions, incluant SpaceX, OpenAI, Anthropic (Claude), Canva et Stripe. L'arrivée de ces compagnies sur le marché public pourrait offrir des occasions concrètes de cristallisation de valeur dans nos portefeuilles au cours des prochains trimestres.



**Philippe Tardif**

Vice-président Eterna  
Groupe financier

# PERFORMANCES SECTORIELLES

**Actions canadiennes (S&P/TSX)**

**Actions américaines (S&P 500)**


SOURCE : Bloomberg. Rendements en dollars canadiens, incluant les dividendes au 31 mars 2026.

# DONNÉES ÉCONOMIQUES ET DEVISES

**STATISTIQUES AU 31 MARS 2026**

CANADA		ÉTATS-UNIS		DEVISES	
Chômage (février)	6,7 % ↑	Chômage (février)	4,4 % ↑	USD / CAD	0,72 ↑
IPC (février)	1,8 % ↓	IPC (février)	2,4 % -	USD / EUR	1,16 ↑
Billet Trésor 3 mois	2,32 % ↑	Billet Trésor 3 mois	3,67 % ↑	JPY / USD	158,72 ↓
Obligation 5 ans	3,10 % ↑	Obligation 5 ans	3,94 % ↑	Les flèches indiquent la tendance depuis la publication de la dernière donnée mensuelle ou de fin de mois.	
Obligation 10 ans	3,47 % ↑	Obligation 10 ans	4,32 % ↑		
S&P/TSX	32 768 ↓	Dow Jones - Industrielles	46 342 ↓		
		S&P 500	6 529 ↓		

SOURCE : Bloomberg.

## RENDEMENTS DES MARCHÉS

### RENDEMENTS TOTAUX EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 2026

	AAD	3 mois	1 an	3 ans	5 ans
Bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada	0,51%	0,51%	2,52%	3,95%	2,98%
<b>OBLIGATIONS</b>					
Indice des obligations universelles FTSE Canada	0,23%	0,23%	0,84%	3,49%	0,73%
Indice des obligations globales à court terme FTSE Canada	0,26%	0,26%	2,41%	4,32%	2,02%
Indice adapté gestion privée Eterna <sup>1</sup>	0,32%	0,32%	2,15%	4,11%	1,71%
Indice des obligations globales à moyen terme FTSE Canada	0,40%	0,40%	1,74%	3,76%	1,18%
Indice des obligations globales à long terme FTSE Canada	-0,03%	-0,03%	-2,52%	1,69%	-1,63%
<b>INDICES BOURSIERS NORD-AMÉRICAINS</b>					
Canada - S&P/TSX Composite	3,94%	3,94%	34,83%	21,18%	15,19%
États-Unis - Standard & Poor's 500	-2,84%	-2,84%	14,19%	19,51%	14,39%
États-Unis - Dow Jones Industrial Average	-1,68%	-1,68%	8,78%	14,91%	11,37%
<b>INDICES BOURSIERS INTERNATIONAUX</b>					
Royaume-Uni - FTSE-100	3,19%	3,19%	21,72%	17,94%	14,07%
France CAC-40	-4,20%	-4,20%	3,82%	5,32%	7,00%
Allemagne - DAX	-7,43%	-7,43%	5,88%	16,66%	10,47%
Japon - Nikkei-225	1,59%	1,59%	31,06%	16,16%	6,18%
Hong Kong - Hang Seng	-2,49%	-2,49%	3,12%	7,82%	-0,82%
Australie - S&P/ASX 200	2,01%	2,01%	15,64%	7,76%	4,59%
<b>DEVISES</b>					
\$ É.-U. versus \$ CAN	1,40%	1,40%	-3,27%	0,98%	2,07%

SOURCE : Bloomberg. NOTES : Les rendements sur les périodes de 3 ans et 5 ans sont annualisés.

<sup>1</sup> L'Indice Adapté Gestion privée Eterna est composé à 60 % de l'indice des obligations globales à court terme FTSE Canada et à 40 % de l'indice des obligations globales à moyen terme FTSE Canada.

Les rendements passés ne permettent pas nécessairement de prévoir les rendements futurs. Ce document est destiné à un usage personnel seulement. Les informations et les opinions qui y sont exprimées sont sujettes à changement selon les conditions du marché ou toute autre conjoncture. Les points de vue exprimés sont offerts à titre informatif et aucune prise de décision de placement ne devrait reposer sur ces derniers. Ce document ne doit en aucun cas être considéré ou utilisé aux fins d'offre d'achat de parts dans un fonds ou de toute autre offre de titres, quelle que soit la juridiction. En aucun cas, ce document ne peut être reproduit en tout ou en partie, sans avoir obtenu la permission écrite préalable de Eterna Groupe financier. Les fonds communs de placement de Gestion de placements Eterna sont destinés seulement à des « investisseurs qualifiés » tels que défini dans la Norme canadienne 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription. Les investissements dans les fonds communs de placement ne sont pas assurés par la Société d'assurance dépôt du Canada ni par tout autre assureur public et ne sont pas garantis par Gestion de placements Eterna ou une société liée à cette dernière.